

RESSOURCES EN EAU

La participation des entreprises nationales sera facilitée

La participation des entreprises nationales dans la réalisation des projets du secteur de l'hydraulique sera facilitée. Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, qui a reçu jeudi le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), affichera une disponibilité en ce sens.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Poursuivant le cycle de rencontres avec les membres de l'exécutif, le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, a été reçu jeudi dernier par le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib.

L'opportunité pour la délégation conduite par Ali Haddad d'explicitier les contraintes que rencontrent plusieurs entreprises nationales en charge de la réalisation de projets du secteur. Outre les difficultés liées à l'expropriation, le manque d'implication des collectivités locales, les lourdeurs bureaucratiques, l'absence ou l'insuffisance de la maturation des études, ce qui induit des retards et pénalise les maîtres d'œuvre, les représentants du FCE ont bien déploré la déconsidération de l'outil national.

Un outil longtemps déconsidéré, discrédité par rapport aux sociétés étrangères, relèvera Ali Haddad qui observe que la part des entreprises nationales ne dépassait guère les 10%, voilà une décade. En outre, les entreprises de réalisation essentiellement privées sont marginalisées, écartées

de facto de la participation aux projets du secteur de l'hydraulique ou celui des travaux publics et du bâtiment. Ainsi, des entreprises qualifiées dans les travaux publics, classées aux catégories 8 ou 9, ne peuvent obtenir des marchés du secteur des ressources en eau, des opérateurs sont souvent écartés à cause d'un seul terme du cahier des charges, a-t-on constaté lors de la réunion. «Des instruments, des garde-fous ont été mis en place pour que l'entreprise algérienne soit discréditée», dira lors d'une conférence de presse Ali Haddad. Soucieux d'un meilleur «repositionnement» de l'entreprise algérienne, le président du FCE relèvera néanmoins que «l'administration nous écoute mieux maintenant». D'où l'opportunité de revoir les cahiers des charges, de renforcer et faciliter davantage la participation des entreprises privées et publiques aux projets infrastructurels, développer la sous-traitance et limiter le recours aux opérateurs étrangers au seul domaine de l'expertise, plaide-t-on. Un plaidoyer ainsi bien accueilli par le ministre des Ressources en eau



Photo : Samir Sid

L'opportunité de revoir les cahiers des charges, de faciliter davantage la participation des entreprises privées et publiques aux projets infrastructurels.

qui, assurera le président du FCE, «s'est engagé à revoir» le dispositif régissant la passation des marchés et «a affiché une volonté extraordinaire à accompagner les entreprises». En ce sens, Hocine

Necib s'est déclaré «très satisfait» de cette rencontre, la première du genre et qui impulse une dynamique de concertation et de mise en synergie voulue favorable aux entreprises nationales.

A ce titre, le ministère des Ressources en eau et le FCE ont convenu de la création d'une commission mixte qui aura pour mission notable d'élaborer un plan d'action pour renforcer la participation des entreprises nationales, recenser les contraintes dont elles pâtissent et leur trouver des solutions... Il s'agira ainsi d'œuvrer à faciliter l'implication des entreprises nationales et d'améliorer les procédures, relèvera Hocine Necib, affichant ainsi une grande disponibilité à concrétiser cet objectif. L'opportunité pour le ministre des Ressources en eau de considérer le «rôle prépondérant» des entreprises nationales du BTPH dans le processus de développement socioéconomique, d'appeler à encourager le développement du partenariat et à stimuler l'intégration industrielle locale.

C. B.

Les barrages sont remplis à près de 73%

Le taux de remplissage des barrages en activité a atteint près de 73% (exactement 72,88%), indiquait jeudi le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, qui évoque la forte pluviosité constatée ces derniers jours. Ainsi, le volume d'eau emmagasiné a atteint les 5 milliards de mètres cubes au niveau des 65 barrages opérationnels. Une dizaine de barrages ont enregistré des taux de remplissage de l'ordre de

100%, indiquera le ministre qui relève certes que deux barrages situés dans les wilayas de Bordj-Bou-Arredj et Souk Ahras sont en situation de «déficit», avec des taux de 31% et de 36% respectivement.

Un déficit qui devrait néanmoins être compensé dans les prochaines semaines, un «épisode neigeux» étant attendu en février prochain, observe Hocine Necib.

C. B.

FORUM ÉCONOMIQUE DE DAVOS

Lorsque la représentation algérienne se réduit au second degré

Représentant le président Bouteflika, le ministre de l'Industrie et des Mines a participé, à la réunion annuelle du Forum économique mondial de Davos. Si durant son premier mandat, le président Bouteflika a tenu à être présent à ce grand rendez-vous du gotha mondial de la politique et des patrons, la voix de l'Algérie est, depuis la maladie du chef de l'Etat, réduite à une simple figuration de la part d'un ministre ou, au mieux, le président de l'une des deux Chambres du Parlement.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Le Forum économique mondial de Davos, version 2015, qui s'est tenu du mercredi jusqu'à hier, sous le thème «le nouveau contexte global» a vu la participation d'une quarantaine de chefs d'Etat et plus de 2 500 dirigeants exécutifs venus de toute la planète. Quid de la participation algérienne ? Cette fois-ci, c'est le ministre de l'Industrie et des Mines qui a eu «la charge» de représenter l'Algérie, une «pratique courante» depuis la maladie du président Bouteflika. L'année dernière, c'était le président de la Chambre basse du Parlement (APN) qui a «visité» la ville suisse de Davos, alors que pour l'édition de 2013, il revenait au ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, en poste alors, de faire entendre la voix de l'Algérie à cette rencontre internationale d'envergure. S'il est vrai que le président Bouteflika qui n'aimait manquer aucun rendez-vous international de cette envergure (avec son lot de rencontres

avec les dirigeants de plusieurs pays), est, depuis 2005, contraint, même graduellement, de limiter ses voyages-rencontres à l'étranger, la voix de l'Algérie semble être réduite à des rendez-vous... B to B. L'exemple de ce forum de Davos est édifiant. En effet, la très officielle agence APS a rapporté que M. Bouchouareb, en sus de «l'appel à la raison en direction des pays producteurs», s'est entretenu, durant ce récent voyage suisse, avec deux hauts dirigeants de... sociétés multinationales, respective-

ment Davinder Chugh, vice-président d'ArcelorMittal et M. Eric Cornut, chef des politiques et d'éthique de la multinationale pharmaceutique suisse Novartis ! Ce genre d'entretien est toujours «fructueux», dirions-nous, pour un pays en quête d'une industrialisation tout azimut, toutefois la différence est de taille en termes de représentativité. Loin ici de remettre en cause les compétences des personnes déléguées par le président Bouteflika, c'est la représentativité du pays qui pose toujours problème dans ce genre

de forums mondiaux... Le commun des Algériens se souvient des premières années du règne de Bouteflika lorsque ce dernier enchaînait, sans arrêt, les rencontres internationales et les pourparlers avec plusieurs dirigeants étrangers. Depuis, la représentation algérienne, protocole oblige, se réduit davantage au second degré, alors que l'Algérie fait face, depuis quelques années, à divers défis majeurs aussi bien sur le plan sécuritaire que géostratégique.

S. B.

CONGRÈS DE L'UGCAA

L'aile Tahar Boulénouar le qualifie de non-lieu et prépare un congrès unificateur

Le congrès de l'UGCAA, (Union générale des commerçants et artisans algériens), tenu la semaine dernière et qui a vu reconduire Salah Souileh à sa tête est «illégal». C'est ce qu'affirme l'autre aile de l'UGCAA de Tahar Boulénouar qui s'apprête à tenir un congrès unificateur.

Le bureau exécutif national de l'Union générale des commerçants et artisans algérien, aile Tahar Boulénouar, qui s'est réuni jeudi à Alger, a décidé d'engager des poursuites judiciaires contre leur rival Salah Souileh, SG de la deuxième aile UGCAA, lequel a été réélu, lundi dernier pour un troisième man-

dat sans concurrent lors d'un congrès tenu à l'hôtel Aurassi, en présence du ministre du Commerce et du numéro un du FLN. Le bureau national des opposants conteste cette réélection et déclare le congrès «illégal». Selon les membres du bureau «c'est le congrès de Salah Souileh et non de

l'UGCAA». Ils argumentent par le fait que ce congrès s'est tenu en l'absence de nombreux cadres et membres de l'organisation. Mais pas seulement. El Hadj-Tahar Boulénouar a expliqué que les deux ailes de l'UGCAA actives en non-conformité avec la loi 90 /14 relative aux modalités de l'activité syndicale depuis 2004. L'organisation du congrès, dit-il, doit avoir une autorisation du ministère du Travail et non du ministère de l'Intérieur ou du Commerce. Boulénouar explique aussi que Salah Souileh, ayant fait objet

d'une condamnation par la justice, n'a plus le droit d'exercer au sein de l'UGCAA conformément au statut de cette dernière. Le bureau national de l'UGCAA a décidé de remettre un dossier prouvant ses accusations au Premier ministre, aux ministères du Travail, du Commerce, des Transports et de l'Intérieur pour demander l'annulation dudit congrès. Pour être en conformité avec la loi, l'aile de Boulénouar a décidé de tenir un congrès national unificateur dans les prochains mois.

S. A.